

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 2520

[C — 2008/29358]

23 MAI 2008. — Décret visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;

3° COIB : le Comité olympique et interfédéral belge.

CHAPITRE II. — De la reconnaissance du COIB

Art. 2. Le Gouvernement peut reconnaître le COIB pour les actions qu'il mène au bénéfice des sportifs francophones.

Art. 3. Pour être reconnu, le COIB doit remplir les conditions suivantes :

1° Être constitué en association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales et les fondations;

2° Communiquer une copie de ses statuts, de tout règlement pris en application de ceux-ci et de toutes modifications qui leur sont apportées;

3° Avoir son siège en Région de langue française ou en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° Avoir une activité régulière ayant notamment pour objets :

a) Le développement, la promotion et la protection du Mouvement olympique en Communauté française conformément à la Charte olympique;

b) La diffusion des idéaux olympiques;

c) La sélection en vue des Jeux olympiques, des Jeux paralympiques, du Festival olympique de la jeunesse européenne, des Jeux mondiaux, des Universiades ainsi que de toute compétition multidisciplinaire relevant de sa responsabilité directe ou indirecte;

d) L'organisation et la coordination d'activités multidisciplinaires de préparation des sportifs francophones en vue de leur participation aux manifestations visées sous c);

e) La désignation de l'encadrement aux manifestations visées sous c) et d);

f) L'organisation et la coordination de la participation aux manifestations visées sous c).

5° Avoir adopté, sous la forme qu'il définit, le Code d'éthique sportive en vigueur en Communauté française ainsi que la Charte de bonne gouvernance édictée par celle-ci;

6° Accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de l'ensemble de ses documents comptables et administratifs ainsi que du respect du Code éthique et de la Charte de bonne gouvernance visés au 5° par les fonctionnaires habilités à cet effet par le Gouvernement;

7° Prendre les dispositions pour que les participants francophones aux activités qu'il organise soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

Art. 4. La demande de reconnaissance est introduite par le COIB au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Le COIB joint à sa demande de reconnaissance :

1° Une copie de ses statuts et la preuve de leur parution au *Moniteur belge*;

2° Une copie de tout règlement pris en application de ses statuts;

3° La liste des fédérations et associations qui lui sont affiliées;

4° La liste des membres de ses organes de gestion en mentionnant, pour chacun d'eux, le nom, le prénom, l'adresse, la fonction exercée, la fédération ayant présenté leur candidature ainsi que le rôle linguistique sous lequel ils ont été élus;

5° Un rapport d'activités portant sur l'année précédant celle de l'introduction de la demande ainsi que, le cas échéant, celui relatif à l'exercice en cours.

La demande, accompagnée de ses annexes, est adressée au Gouvernement sous pli recommandé à la poste.

Art. 5. La reconnaissance est accordée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, pour une durée de huit ans.

Art. 6. La décision relative à la reconnaissance est notifiée au COIB par le Gouvernement, sous pli recommandé à la poste, endéans les quatre mois à dater de l'envoi de la demande de reconnaissance.

Art. 7. Le COIB a l'obligation de faire mention de sa reconnaissance dans ses documents et sites officiels.

Art. 8. En cas de non-respect d'une des conditions visées à l'article 3 ou dans le cas où le contrôle visé à l'article 3, 6° laisse apparaître des manquements à la législation comptable, à la loi sur les associations sans but lucratif ou aux lois sociales et fiscales, le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, peut retirer ou suspendre la reconnaissance du COIB après que celui-ci ait été invité à faire valoir ses arguments. La décision est notifiée sans délai au COIB par le Gouvernement, sous pli recommandé à la poste.

Art. 9. § 1. Le COIB peut introduire auprès du Gouvernement, sous pli recommandé à la poste, un recours contre la décision de non reconnaissance, contre l'absence de décision de reconnaissance ainsi que contre la décision de suspension ou de retrait de la reconnaissance. Dans ces deux derniers cas, le recours est suspensif.

§ 2. Le recours contient, notamment, les éléments suivants :

1° La motivation du recours;

2° Les arguments ou éventuels éléments nouveaux que le COIB entend faire valoir.

§ 3. Tout recours doit être introduit endéans les trente jours suivant la notification de la décision contestée et, en cas d'absence de décision de reconnaissance, endéans les trente jours à dater de la fin du quatrième mois qui suit la date d'introduction de la demande.

§ 4. Le Gouvernement arrête sa décision :

1° Dans le cas d'un recours portant sur une décision relative à la non reconnaissance, à la suspension ou au retrait de la reconnaissance : après avis du Conseil supérieur, endéans les soixante jours à dater de celui-ci. Dans ce cas, le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les soixante jours à dater du recours;

2° Dans le cas d'un recours portant sur une absence de décision de reconnaissance : après avis du Conseil supérieur, endéans les trente jours à dater de celui-ci. Dans ce cas, le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis endéans les trente jours à dater du recours.

En cas d'absence d'avis du Conseil supérieur dans les délais spécifiés dans le présent paragraphe, la formalité de demande d'avis est considérée comme accomplie.

§ 5. Toute décision relative au suivi d'un recours est notifiée au COIB par le Gouvernement, sous pli recommandé à la poste.

CHAPITRE III. — *De l'octroi de subventions pour des activités de préparation*

Art. 10. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder au COIB une subvention annuelle pour couvrir une partie des dépenses exposées par celui-ci à l'occasion de la participation des sportifs francophones aux activités multidisciplinaires de préparation visées à l'article 3, 4°, d), l'ensemble des activités subsidiables constituant le plan-programme francophone du COIB.

Art. 11. La demande de subvention du COIB doit être introduite auprès du Gouvernement, pour le 31 décembre de l'année précédant celle de l'exercice budgétaire, au moyen des formulaires fournis par celui-ci.

Le COIB joint à sa demande :

1° Le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires aux comptes, approuvant :

a) Le projet de budget de l'année en cours;

b) Le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulée;

c) Le rapport moral présenté par ses instances dirigeantes;

2° Le texte de toute modification intervenue soit dans ses statuts, soit dans tout règlement pris en application de ceux-ci;

3° La liste actualisée des fédérations ou associations sportives qui lui sont affiliées;

4° La liste actualisée des membres de ses organes de gestion en mentionnant pour chacun d'eux le nom, le prénom, l'adresse, la fonction exercée, la fédération ayant présenté leur candidature ainsi que le rôle linguistique sous lequel ils ont été élus;

5° Un rapport quantitatif et qualitatif portant sur les conditions de réalisation des activités subventionnées l'année précédente;

6° La liste des membres de son personnel d'expression française ayant exercé au moins à mi-temps en précisant la fonction de chacun d'eux ainsi que l'organigramme fonctionnel.

Sauf cas de force majeure, tout retard dans le transmis de la demande entraîne la perte du droit à la subvention.

Art. 12. Les activités constitutives du plan-programme doivent être présentées sous forme de projets. Les projets sont :

1° Etayés par une note de motivation qui précise :

a) Les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis;

b) L'encadrement nécessaire à leur réalisation;

2° Intégrés dans une programmation;

3° Assortis de la liste des participants tant sportifs que d'encadrement;

4° Assortis d'une évaluation budgétaire détaillée.

Art. 13. Le Gouvernement arrête :

1° Les projets admissibles à la subvention;

2° La nature des dépenses réputées admissibles;

3° Les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles;

4° Le montant de la subvention octroyée.

CHAPITRE IV. — *De l'octroi de subventions pour des activités de participation*

Art. 14. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement peut accorder au COIB des subventions ponctuelles pour couvrir une partie des dépenses exposées par celui-ci à l'occasion de la participation des sportifs francophones aux manifestations visées à l'article 3, 4^o, c).

Art. 15. Chaque demande de subvention doit être introduite auprès du Gouvernement, au moins soixante jours avant le début de la manifestation, au moyen des formulaires fournis par celui-ci. Elle est assortie d'une évaluation budgétaire détaillée ainsi que de la liste des participants tant sportifs que d'encadrement.

Sauf cas de force majeure, tout retard dans le transmis de la demande entraîne la perte du droit à la subvention.

Art. 16. A l'occasion de chaque demande, le Gouvernement arrête :

1^o La nature des dépenses réputées admissibles;

2^o Les plafonds d'intervention éventuellement applicables aux dépenses réputées admissibles;

3^o Le montant de la subvention octroyée.

CHAPITRE V. — *Dispositions générales*

Art. 17. Les subventions visées aux articles 10 et 14 ne peuvent servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française ou une autre institution publique, plafonnées ou réputées non admissibles dans le cadre d'autres dispositions légales ou réglementaires. Ne peuvent non plus être admis à la subvention les frais récurrents exposés par le COIB pour assurer son fonctionnement dans l'optique de la réalisation de ses objectifs statutaires.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, si le contrôle visé à l'article 3, 6^o laisse apparaître des manquements notamment en matière de respect du Code d'éthique et/ou de la Charte de bonne gouvernance visés à l'article 3, 5^o, le Gouvernement peut, après que le COIB ait été invité à faire valoir ses arguments, suspendre les subventions visées aux articles 10 et 14.

Le Gouvernement notifie sans délai cette décision au COIB, sous pli recommandé à la poste.

Art. 18. § 1. Une avance sur les subventions visées aux articles 10 et 14 peut être versée. Elle ne peut être supérieure à 80 % de la subvention engagée.

§ 2. Le solde de chaque subvention est mis en liquidation sur la base des justificatifs établissant la réalité et la conformité de l'ensemble des dépenses exposées assortis d'un rapport relatif aux conditions de réalisation de l'activité en cause.

§ 3. Tout ou partie d'une subvention non justifiée sera récupérée.

Art. 19. L'octroi au COIB d'une subvention entraîne pour celui-ci l'obligation de mentionner explicitement, à toutes occasions, l'intervention de la Communauté française (publications, affiches, programmes, communiqués de presse, rapports, déclarations publiques,...).

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

Art. 20. La décision de reconnaissance du COIB octroyée sur la base du décret du 12 juillet 2001 est maintenue jusqu'à son terme soit le 31 décembre 2009.

Art. 21. Le décret du 12 juillet 2001 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge est abrogé.

Art. 22. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 mai 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n^o 523-1. — Amendements de commission, n^o 523-2. — Rapport, n^o 523-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 mai 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2520

[C — 2008/29358]

23 MEI 2008. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° Hoge Raad : de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens, ingesteld bij het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens bij de Franse Gemeenschapsexecutieve;

3° BOIC : het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van het BOIC*

Art. 2. De Regering kan het BOIC erkennen voor acties dat zij onderneemt ten behoeve van Franstalige sportbeoefenaars.

Art. 3. Om te worden erkend, moet het BOIC de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° een afschrift bezorgen van zijn statuten, van ieder reglement dat krachtens deze statuten genomen wordt en van alle latere wijzigingen;

3° zijn zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° een regelmatige activiteit uitoefenen met de volgende doelstellingen :

a) de ontwikkeling, de promotie en de bescherming van de Olympische beweging in de Franse Gemeenschap overeenkomstig het Olympisch handvest;

b) de verspreiding van Olympische idealen;

c) de selectie met het oog op de Olympische spelen, de Paralympische spelen, het Europees Jeugd Olympisch Festival, de Wereldspelen, de Universiades, alsook op elke multidisciplinaire wedstrijd die tot zijn rechtstreekse of onrechtstreekse verantwoordelijkheid behoort;

d) de organisatie en de coördinatie van voorbereidende multidisciplinaire activiteiten van Franstalige sportbeoefenaars met het oog op hun deelneming aan de evenementen bedoeld in c);

e) de bepaling van de leiding van de evenementen bedoeld in c) en d);

f) de organisatie en de coördinatie van de deelneming aan de evenementen bedoeld in c).

5° in de vorm dat het bepaalt, de ethische code voor sport die geldt in de Franse Gemeenschap, alsook het handvest van goed bestuur uitgevaardigd door deze, hebben aangenomen;

6° de controle van zijn activiteiten en de controle op het geheel van zijn boekhoudkundige en administratieve documenten aanvaarden, alsook de controle van het naleven van de Ethische code en van het Handvest van goed bestuur bedoeld in 5°, door de ambtenaren die door de Regering daartoe gemachtigd zijn;

7° maatregelen nemen zodat de Franstalige deelnemers aan de activiteiten die het organiseert, verzekerd zijn op het gebied van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en vergoeding voor lijfschade.

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt door het BOIC ingediend door middel van een formulier waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld.

Het BOIC voegt bij zijn erkenningsaanvraag :

1° een afschrift van zijn statuten en het bewijs dat deze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt werden;

2° een afschrift van elk reglement dat met toepassing van zijn statuten genomen werd;

3° de lijst van de federaties en verenigingen die erbij aangesloten zijn;

4° de lijst van de leden van zijn beheersorganen, met vermelding, voor elk lid, van de naam, de voornaam, het adres, het uitgeoefende ambt, de federatie die hun kandidatuur heeft voorgedragen alsook de taalrol waarin ze verkozen werden;

5° een activiteitenverslag over het jaar dat voorafgaat aan dat waarin de aanvraag werd ingediend met daarbij, in voorkomend geval, een activiteitenverslag over het lopende boekjaar.

De aanvraag, samen met haar bijlagen, wordt per aangetekende brief bij de Regering ingediend.

Art. 5. De erkenning wordt, na advies van de Hoge Raad, toegestaan door de Regering voor een termijn van acht jaar.

Art. 6. De beslissing inzake erkenning wordt door de Regering bij een ter post aangetekende brief aan het BOIC meegedeeld en dit, binnen de vier maanden na de verzending van de erkenningsaanvraag.

Art. 7. Het BOIC moet zijn erkenning in zijn documenten en officiële sites vermelden.

Art. 8. Bij niet-naleving van één van de voorwaarden bedoeld in artikel 3 of ingeval uit de controle bedoeld in artikel 3, 6° blijkt dat er tekortkomingen zijn aan in de boekhoudkundige wetgeving, de wet op de verenigingen zonder winstoogmerk of de sociale en fiscale wetten, kan de Regering, na advies van de Hoge Raad, de erkenning van het BOIC intrekken of schorsen nadat dit verzocht werd om zijn argumenten te laten gelden. De beslissing wordt onverwijld bij een ter post aangetekende brief door de Regering aan het BOIC meegedeeld.

Art. 9. § 1. Het BOIC kan bij de Regering, bij een ter post aangetekende brief, beroep aantekenen tegen de beslissing tot niet-erkenning, het gebrek aan een beslissing tot erkenning, alsook tegen de beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning. In beide gevallen wordt het beroep opschortend.

§ 2. Het beroep omvat inzonderheid de volgende elementen :

- 1° de motivering van het beroep;
- 2° de argumenten of de eventuele nieuwe elementen die het BOIC wil laten gelden.

§ 3. Elk beroep moet ingediend worden binnen de dertig dagen die volgen op de mededeling van de betwiste beslissing en, bij gebrek aan de beslissing tot erkenning, binnen de dertig dagen na het einde van de vierde maand volgend op de datum van de indiening van de aanvraag.

§ 4. De Regering stelt haar beslissing vast :

1° in geval van een beroep dat betrekking heeft op een beslissing tot niet-erkenning, schorsing of intrekking van de erkenning : na advies van de Hoge Raad, binnen de zestig dagen na dit advies. In dit geval is de Hoge Raad ertoe gehouden een advies uit te brengen binnen de zestig dagen na het beroep;

2° in geval van een beroep dat betrekking heeft op een gebrek aan een beslissing tot erkenning : na advies van de Hoge Raad, binnen de dertig dagen na dit advies. In dit geval is de Hoge Raad ertoe gehouden een advies uit te brengen binnen de dertig dagen na het beroep.

Bij gebrek aan advies van de Hoge Raad binnen de termijn bedoeld in deze paragraaf, wordt de formaliteit inzake de aanvraag om advies als vervuld beschouwd.

§ 5. Elke beslissing inzake de verdere afhandeling van een beroep wordt bij een ter post aangetekende brief door de Regering aan het BOIC meegedeeld.

HOOFDSTUK III. — *De toekenning van subsidies voor de voorbereidende activiteiten*

Art. 10. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering het BOIC een jaarlijkse subsidie toekennen om een gedeelte van zijn uitgaven te dekken bij de deelneming van Franstalige sportbeoefenaars aan voorbereidende multidisciplinaire activiteiten bedoeld in artikel 3, 4°, d), waarbij het geheel van de subsidieerbare activiteiten het Franstalige programmaplan van het BOIC uitmaken.

Art. 11. De aanvraag om subsidie van het BOIC moet bij de Regering ingediend worden voor 31 december van het jaar dat voorafgaat aan dat van het begrotingsjaar en dit, door middel van formulieren geleverd door haar.

Het BOIC voegt bij zijn aanvraag :

1° de notulen van zijn laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen der rekeningen, waarin de goedkeuring vermeld staat van :

- a) het ontwerp van begroting van het lopende jaar;
- b) de balans en de exploitatierekening, als uitgaven en ontvangsten, van het afgelopen jaar;
- c) het moreel verslag voorgesteld door zijn leidende instanties;

2° de tekst van elke wijziging die aangebracht werd ofwel in zijn statuten, ofwel in elk reglement dat met toepassing ervan getroffen werd;

3° de bijgehouden lijst van de sportfederaties of sportverenigingen die erbij aangesloten zijn;

4° de bijgehouden lijst van de leden van zijn beheersorganen met vermelding, voor ieder van hen, van de naam, de voornaam, het adres, het uitgeoefende ambt, de federatie die hun kandidatuur heeft voorgedragen, alsook de taalrol waarin ze verkozen werden;

5° een kwantitatief en kwalitatief verslag met betrekking tot de voorwaarden om de activiteiten die het afgelopen jaar gesubsidieerd werden uit te voeren;

6° de lijst van de leden van zijn Franstalige personeel dat ten minste een halve baan had, met vermelding van het ambt van elk onder hen, alsook het functionele organigram.

Behoudens overmacht heeft elke vertraging bij de overzending van de aanvraag het verlies van het recht op de subsidie tot gevolg.

Art. 12. De activiteiten die het programmaplan uitmaken, moeten in de vorm van projecten voorgesteld worden. De projecten worden :

1° gestaafd met een nota van de motivering, met mededeling van :

- a) de beoogde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen;
- b) de omkadering die nodig is voor de verwezenlijking ervan;

2° in een programmering geïntegreerd;

3° vergezeld van de lijst van zowel de sportdeelnemers als van de omkaderingsdeelnemers;

4° vergezeld van een gedetailleerde begrotingsevaluatie.

Art. 13. De Regering stelt het volgende vast :

1° de projecten die voor de subsidie in aanmerking komen;

2° de aard van de uitgaven die in aanmerking kunnen komen;

3° de maximumbedragen die eventueel van toepassing zijn op de uitgaven die in aanmerking kunnen komen;

4° het bedrag van de toegekende subsidie.

HOOFDSTUK IV. — *De toekenning van subsidies voor de deelnemingsactiviteiten*

Art. 14. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering het BOIC punctuele subsidies toekennen om een gedeelte van zijn uitgaven te dekken bij de deelneming van Franstalige sportbeoefenaars aan de evenementen bedoeld in artikel 3, 4^o, c).

Art. 15. Elke aanvraag om subsidie moet bij de Regering ingediend worden en dit, ten minste zestig dagen vóór het begin van het evenement, door middel van formulieren die door haar geleverd worden. Ze wordt vergezeld van een gedetailleerde begrotingsevaluatie, alsook van de lijst van zowel de sportdeelnemers als van de omkaderingsdeelnemers.

Behoudens overmacht heeft elke vertraging bij de verzending van de aanvraag het verlies van het recht op de subsidie tot gevolg.

Art. 16. Bij elke aanvraag stelt de Regering het volgende vast :

- 1° de aard van de uitgaven die in aanmerking kunnen komen;
- 2° de maximumbedragen die eventueel van toepassing zijn op de uitgaven die in aanmerking kunnen komen;
- 3° het bedrag van de toegekende subsidie.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepalingen*

Art. 17. De subsidies bedoeld in de artikelen 10 en 14 kunnen niet gebruikt worden om de uitgaven te dekken die reeds volledig of gedeeltelijk gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap of door een andere openbare instelling, die een maximumbedrag bereiken of die niet in aanmerking kunnen worden genomen in het kader van andere wettelijke of verordeningsbepalingen. Kunnen ook niet in aanmerking genomen worden voor de subsidie, de permanente kosten gemaakt door het BOIC om voor zijn werking te zorgen met het oog op het vervullen van zijn statutaire doelstellingen.

Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 8, indien uit de controle bedoeld in artikel 3, 6^o, blijkt dat er tekortkomingen zijn inzake het naleven van de Ethische code en/of het Handvest van goed bestuur bedoeld in artikel 3, 5^o, kan de Regering de subsidies bedoeld in de artikelen 10 en 14 schorsen nadat het BOIC verzocht wordt om zijn argumenten te laten gelden.

De Regering deelt deze beslissing onverwijld bij een ter post aangetekende brief aan het BOIC mee.

Art. 18. § 1. Een voorschot op de subsidies bedoeld in de artikelen 10 en 14 kan gestort worden. Het mag niet hoger zijn dan 80 % van de vastgelegde subsidie.

§ 2. Het saldo van elke subsidie wordt vereffend op basis van bewijsstukken die de werkelijkheid en de overeenstemming bevestigen van het geheel van de gemaakte uitgaven, vergezeld van een verslag betreffende de voorwaarden om de betrokken activiteit uit te voeren.

§ 3. Het geheel of een deel van een subsidie die niet verantwoord wordt, zal teruggevorderd worden.

Art. 19. De toekenning aan het BOIC van een subsidie heeft voor hem tot gevolg dat het verplicht is bij alle gelegenheden de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap uitdrukkelijk te vermelden (publicaties, affiches, programma's, persberichten, verslagen, openbare verklaringen,...)

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 20. De beslissing tot erkenning van het BOIC die toegekend wordt overeenkomstig het decreet van 12 juli 2001, wordt behouden tot het einde van de termijn, met andere woorden tot 31 december 2009.

Art. 21. Het decreet van 12 juli 2001 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Interfederaal Olympisch Comité, wordt opgeheven.

Art. 22. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 mei 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Presidente, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 523-1. — Commissieamendementen, nr. 523-2. — Verslag, nr. 523-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 mei 2008.